

88e Congrès annuel de l'Association francophone pour le savoir (Acfas)  
Colloque scientifique (activité # 452)

**4 et 5 mai 2020**

Université de Sherbrooke et Université Bishop's

**Innovation, participation, démocratie et justice sociale :  
les enjeux des années 2020**

**APPEL À CONTRIBUTIONS**

**Date limite pour soumettre une proposition : 31 janvier 2020**

**Problématique**

Malgré une croissance économique soutenue, les politiques d'austérité persistent au Québec et entraînent des effets concrets et permanents sur la vie des citoyens. Les gouvernements se succèdent mais le modèle néolibéral se maintient depuis le tournant des années 2000, favorisant l'investissement privé et la réduction des dépenses publiques.

La lente dégradation des services sociaux (pensons à la Commission Laurent qui se penche sur cette question suite au décès d'une fillette suivie par la Protection de la jeunesse), l'intensification du travail et l'épuisement des travailleurs et travailleuses dont les conditions ne s'améliorent pas malgré la rareté de la main d'œuvre, la situation du logement dans plusieurs villes qui se détériore, l'économie sociale et l'action communautaire qui n'arrivent plus à répondre aux besoins grandissants, sont des constats préoccupants au regard de la justice sociale.

En abordant la question de la participation citoyenne et de la justice sociale, ce colloque veut donc, dans une perspective critique, faire ressortir et analyser les formes d'émergence et de maintien des innovations sociales liées à ces enjeux démocratiques, et ce selon quatre dimensions spécifiques, soit celles 1) des pratiques et politiques sociales; 2) du territoire et des milieux de vie; 3) de la démocratie au travail; et 4) des organisations sociales et collective dans leur relation à l'économie dominante.

## **Pertinence**

De manière plus large, dans le monde du travail, la précarisation des emplois contribue à l'appauvrissement de portions importantes de la main-d'œuvre, à l'accroissement des inégalités et à la multiplication des formes de discrimination au travail et en emploi. Ces phénomènes sont largement répandus dans le monde du travail, tout en frappant de manière spécifique des catégories particulières de la main-d'œuvre : femmes, jeunes, nouveaux arrivants. Alors que la rareté de main-d'œuvre laissait espérer une amélioration du rapport de force en faveur des salarié.e.s, elle débouche jusqu'à présent surtout sur une intensification du travail. Tous ces phénomènes risquent de favoriser la persistance et la reproduction de disparités régionales.

Par ailleurs, de nombreux secteurs d'économie sociale voient leur enveloppe budgétaire limitée alors que la demande augmente (accroissement des inégalités sociales, vieillissement de la population, dévitalisation des régions, journaux locaux, etc.). Le rôle de l'État se voit parfois substitué par des initiatives des fondations philanthropiques, vouant le développement futur de l'économie sociale et de l'action communautaire au particularisme des choix faits par les donateurs.

Sur le plan international, avec des mouvements comme les gilets jaunes en France et plus récemment, en Irak, au Liban, en Équateur, en Haïti et, en octobre 2019, au Chili, avec une vague de contestation sans précédent depuis des décennies, des revendications au départ très économiques (taxe sur l'essence en France, prix du métro au Chili, whatsapp au Liban, carburant en Équateur...) s'enchaînent très rapidement sur des enjeux structurellement démocratiques de droits sociaux et de demande d'intervention de l'État.

Enfin, l'enjeu des changements climatiques globaux vient interroger de plein fouet le modèle néolibéral. Des mouvements citoyens, notamment portés par la jeunesse, viennent de plus en plus faire pression sur les gouvernements, les entreprises et la population en général en faveur de politiques et de pratiques sociales en respect de l'urgence écologique.

De nouvelles formes d'organisations émergent, issues d'initiatives citoyennes pour les unes, et d'entrepreneurs sociaux pour les autres. Les premières tendent à renouer avec la tradition autogestionnaire, les secondes avec celle des entreprises traditionnelles. Différents écosystèmes d'accompagnement et de soutien à ces initiatives se développent sur la base de principes de solidarité, pour les uns, ou de marché, pour les autres. Face à ces développements, les partenariats avec les politiques publiques évoluent vers des modalités qui peuvent soit embrasser l'initiative citoyenne dans des processus de coconstruction et de coproduction des services, comme c'est le cas de certaines municipalités, ou préférer des arbitrages fondés sur l'appel d'offres et la mise en concurrence des prestataires de services.

## Questionnement

En prenant pour objet la participation citoyenne, la démocratie et la justice sociale, le présent colloque du CRISES vise à mieux réfléchir sur les innovations sociales et les modes d'action sociale qui dans les années 2020 pourraient permettre de libérer des espaces publics (Fraser, 2011; Habermas, 1978) — dans la société civile, mais aussi dans les milieux de travail et dans l'organisation des services — d'expression et de mise en forme d'identités collectives et citoyennes nouvelles. Est-il possible de favoriser des modalités de participation intersubjective capables d'influencer et de démocratiser des modèles d'action trop hiérarchiques et centralisés tendant à scléroser l'innovation sociale au service de la justice sociale ?

L'objectif de ce colloque est donc de comprendre comment à l'orée des années 2020 des innovations sociales en gestation ou en développement peuvent être source d'un élargissement du pouvoir démocratique dans nos sociétés.

- Comment, sur le plan narratif, sur des bases discursives d'échange et de réciprocité, la parole et l'action citoyenne peuvent-elles participer autrement à la construction et à la mise en forme des pratiques, des politiques et de l'action sociale ?
- Quelles sont les dynamiques socioterritoriales d'acteurs différents pouvant favoriser ou au contraire devenir un obstacle au développement d'initiatives innovantes? Qui sont les acteurs impliqués dans le développement d'initiatives socialement innovantes? Assisterait-on dans quelques cas à la mise en place de nouvelles alliances entre acteurs plus traditionnels (syndicats, secteur communautaire et associatifs) et d'autres émergents? Comment créer des espaces d'échange entre acteurs différents où ces contaminations seraient facilitées ? Quel est le rôle de nouveaux acteurs territoriaux comme les tiers lieux ou les espaces de coworking dans le développement et l'innovation territoriale ?
- Quelles sont les formes organisationnelles susceptibles de favoriser ces innovations sociales: formes hybrides (alternatives, communs, plateformes), critique des entreprises classiques ; entreprises d'économie sociale et solidaire? Quelles sont les pratiques qui les soutiennent: entrepreneuriat alternatif (collectif, marginal, autochtone) ; outils de gestion et de gouvernance équitables et soutenables ; stratégies de décroissance? Quelles sont les capacités de mise en système de ces organisations: accompagnement des organisations ; écosystèmes ; méta-organisations ?
- Quelles sont les innovations sociales susceptibles de freiner l'intensification du travail et la précarisation de l'emploi? Autour de quels axes se développent les initiatives visant l'aménagement des milieux de travail et l'amélioration de vie au travail? Quelles sont les nouveaux acteurs des luttes visant la redistribution et la reconnaissance au travail? Y a-t-il émergence de nouveaux dispositifs de représentation et d'action collective en phase avec la composition changeante de la main-d'œuvre?
- Comment la recherche peut-elle participer à la production de savoir au services de transformation sociale orientée vers la participation sociale, la reconnaissance et la redistribution plus équitable des ressources socioéconomiques ?
- Comment l'économie sociale et l'action des groupes communautaires (mais également les nouveaux acteurs émergents) peuvent-elles établir en leur sein des modes de participation inclusif et capables d'influencer les modes d'action publique ?

### Conférencières pressenties d'ouverture :

Lorraine Guay : Infirmière de profession et militante reconnue du milieu communautaire québécois;  
Pascale Dufour : Professeure, Sciences politiques à l'UdM et spécialiste des mouvements sociaux au Québec.

Pascale Dufour et Lorraine Guay viennent de publier un volume, *Qui sommes-nous pour être découragés* (Écosociété, 2019) : <https://ecosociete.org/livres/qui-sommes-nous-pour-etre-decouragees> . Leur double perspective permettra de bien lancer les discussions de ce colloque plaçant en son centre les questions de la participation citoyenne et de la justice sociale.

Veuillez transmettre votre proposition de communication (format Word) à : [bussieres.denis@uqam.ca](mailto:bussieres.denis@uqam.ca) , en incluant dans votre proposition :

- ✓ Titre (maximum 180 caractères, espaces comprises)
- ✓ Résumé (maximum 1 500 caractères, espaces comprises)
- ✓ Auteur (prénom, nom, statut, affiliation, courriel, coordonnées)
- ✓ Co-auteur(s) s'il y a lieu (prénom, nom, statut, affiliation, courriel)

*Les communications retenues par le comité scientifique prendront la forme de présentations orales d'une quinzaine de minutes, mais certaines personnes pourraient être invitées à contribuer à des débats sous forme de table-ronde ou de panel. L'inscription au <https://www.acfas.ca/evenements/congres/inscription> est obligatoire et sera exigée au plus tard le 12 avril. Les frais ne sont pas assumés par les organisateurs du colloque.*

---

### Dates importantes :

<b>31 janvier 2020</b>	Limite pour déposer une proposition de communication
<b>14 février 2020</b>	Transmission des avis d'acceptation ou de refus
<b>12 avril 2020</b>	Limite pour inscription au tarif préférentiel au Congrès

---

*Responsable :* Jacques Caillouette, Université de Sherbrooke

*Coresponsables :* Marco Alberio, UQAR; Émilien Gruet (TIESS), Sylvain Lefèvre, UQAM

*Responsable logistique :* [Denis R. Bussièrès](#) – CRISES

---